

Au Journal officiel du 13 au 19 juillet 2019

22/07/2019

Au Journal officiel du 13 au 19 juillet 2019

La Rédaction législation de LexisNexis vous propose une sélection des textes (et décisions du Conseil d'État) les plus importants parus au Journal officiel.

Au JO du 13 juillet 2019 :

- Arrêté du 17 juin 2019 modifiant la **liste des autorités pouvant saisir la commission des infractions fiscales** . – *Modification du Livre des procédures fiscales* ;

À signaler également au titre de ce JO :

- **Conseil d'État, décision n° 413040 du 5 juillet 2019** : annulation partielle du décret n° 2017-483 du 6 avril 2017
- **Conseil d'État, Avis n° 429426, 429428 du 10 juillet 2019** .

Au JO du 14 juillet 2019 :

- Arrêté du 11 juillet 2019 portant **fixation du barème indicatif de la valeur vénale moyenne des terres agricoles en 2018** .

Au JO du 16 juillet 2019 :

- LOI n° 2019-733 du 14 juillet 2019 relative au **droit de résiliation sans frais de contrats de complémentaire santé** . – *Modification du Code des assurances, du Code de la sécurité sociale et du Code de la mutualité*. – *Ce texte contient une date d'entrée en vigueur particulière à compter d'une date fixée par décret en Conseil d'Etat, et au plus tard le 1er décembre 2020 (cf. art. 6).*

Au JO du 17 juillet 2019 :

- Décret n° 2019-735 du 16 juillet 2019 **fixant certains compléments et adaptations du Code du travail spécifiques aux mines et aux carrières en matière de travail et circulation en hauteur** . – *Modification du décret n° 80-331 du 7 mai 1980* ;
- Décret n° 2019-737 du 16 juillet 2019 relatif aux **aides à l'acquisition ou à la location des véhicules peu polluants** . – *Modification du Code de l'énergie*. – *Ce texte entre en vigueur le 1er août 2019 (cf. art. 3)* ;
- Arrêté du 3 juillet 2019 relatif aux **caractérisations radiologiques de matériaux, matières, produits, résidus ou déchets susceptibles de contenir des substances radioactives d'origine naturelle** . – *Abrogation de l'arrêté du 25 mai 2005*.

Au JO du 18 juillet 2019 :

- Ordonnance n° 2019-738 du 17 juillet 2019 **prise en application de l'article 28 de la loi n° 2019-222 du 23 mars 2019 de programmation 2018-2022 et de réforme pour la justice** . – *Modification du Code des assurances, du Code civil, du Code de commerce, du Code de la construction et de l'habitation, du Code monétaire et financier, du Code de la mutualité, du Code de l'organisation judiciaire, du Code du patrimoine, du Code des postes et des communications électroniques, du Code de la propriété intellectuelle, du Code rural et de la pêche maritime, du Code de la santé publique, du Code de la sécurité intérieure, du Code du tourisme, du Code du travail et de plusieurs textes non codifiés*. – *Les dispositions de la présente ordonnance s'appliquent aux demandes introduites à compter du 1er janvier 2020 (cf. art. 30)* ;

- Ordonnance n° 2019-740 du 17 juillet 2019 relative aux **sanctions civiles applicables en cas de défaut ou d'erreur du taux effectif global** . – *Modification du Code de la consommation et du Code monétaire et financier* ;
- Ordonnance n° 2019-741 du 17 juillet 2019 portant **extension en Nouvelle-Calédonie, en Polynésie française et dans les îles Wallis et Futuna de diverses dispositions du code monétaire et financier issues de la loi n° 2019-486 du 22 mai 2019 relative à la croissance et à la transformation des entreprises** . – *Modification du Code monétaire et financier* ;
- Arrêté du 16 juillet 2019 relatif au **repérage de l'amiante avant certaines opérations réalisées dans les immeubles bâtis** ;

À signaler également au titre de ce JO :

- CNIL, délibération n° 2019-093 du 4 juillet 2019 portant **adoption de lignes directrices relatives à l'application de l'article 82 de la loi du 6 janvier 1978 modifiée aux opérations de lecture et écriture dans le terminal d'un utilisateur (notamment aux cookies et autres traceurs)** . – *Abrogation de la délibération n° 2013-378 du 5 décembre 2013.*

Au JO du 19 juillet 2019 :

- Décret n° 2019-743 du 17 juillet 2019 relatif aux **conditions de l'expérimentation de l'usage de caméras individuelles par les sapeurs-pompiers dans le cadre de leurs interventions** . – *Voir également CNIL, délibération n° 2019-056 du 9 mai 2019* ;
- Arrêté du 16 juillet 2019 **modifiant l'arrêté du 20 avril 2012 fixant les conditions d'établissement, de délivrance et de validité du permis de conduire** . – *Modification de l'arrêté du 20 avril 2012* ;

À signaler également au titre de ce JO :

- Rectificatif : CNIL, délibération n° 2019-093 du 4 juillet 2019 portant **adoption de lignes directrices relatives à l'application de l'article 82 de la loi du 6 janvier 1978 modifiée aux opérations de lecture et écriture dans le terminal d'un utilisateur (notamment aux cookies et autres traceurs)** .

La Rédaction législation